

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 20/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ECONOTRE

Zone des Turquès
Route de Montauban
31660 Bessières

Références : 2023-237
Code AIOT : 0006802560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement ECONOTRE implanté Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECONOTRE
- Zone des Turquès Route de Montauban 31660 Bessières
- Code AIOT : 0006802560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECONOTRE exploite à Bessières une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux provenant des ménages et d'activités économiques. Cette installation est associée à un centre de tri des déchets ménagers recyclables collectés séparément et d'une plate-forme de maturation des mâchefers.

Au titre des installations classées, elle est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 2022.

Le tonnage annuel autorisé est de 196 000 tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article '30 (1ere partie)	/	Sans objet
2	Laboratoire pour le suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)	/	Sans objet
3	Transmission des résultats de la surveillance	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur la thématique de la surveillance environnementale autour de l'incinérateur, et n'a pas fait apparaître de non conformités réglementaires.

Deux observations sont formulées pour actualiser le document présentant le programme de surveillance et améliorer la communication des résultats d'analyses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article '30 (1ere partie)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation. - L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines et les métaux. Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la mise en service de l'installation (point zéro) ; - dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation ; - après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle. <p>Le programme est déterminé et mis en oeuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont précisées dans l'arrêté d'autorisation. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.</p> <p>Constats : Le plan de surveillance de l'environnement autour de l'incinérateur de déchets est décrit dans un document daté du 21 septembre 2004. Il s'agit du document le plus récent sur le sujet transmis au service de contrôle.</p> <p>Point « zéro » :</p> <p>Avant la mise en service des installations le 08/01/2001, des mesures ont été faites en 2000 en différents points autour du site, sur les eaux du Tarn, les sols et les végétaux, ainsi que dans les eaux souterraines (3 piézomètres).</p> <p>La qualité de l'air est mesurée par une station ATMO implantée à 2,5 km à l'est du site, au niveau de la station d'épuration de Bessières depuis 2005. Cette station a été choisie au regard de l'axe des vents dominants.</p> <p>Depuis la mise en service de l'incinérateur, des mesures sont réalisées à une fréquence semestrielle dans les sols et les végétaux, et à une fréquence annuelle en 2 points de mesure sur le Tarn (3 points à l'origine).</p> <p>Les dioxines et les métaux sont mesurés à une fréquence annuelle dans les sols et végétaux, ainsi que dans les eaux du Tarn. Les dioxines sont mesurées depuis 2004 dans le lait et les œufs d'exploitations agricoles situées dans le voisinage de l'établissement. Certaines exploitations ont cessé leur activité ces dernières années. Les résultats ne font pas apparaître de dépassements des valeurs réglementaires.</p> <p>Observations : Le document « plan de surveillance » doit être actualisé et transmis au service de contrôle dans un délai de 2 mois pour prendre en compte les modifications survenues depuis 2004 au niveau des points de suivi (nombre, emplacement, fréquence des mesures), ainsi que ses annexes (mise à jour des plans de localisation des points de suivi).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Laboratoire pour le suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 30 (2ème partie)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant. Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu au point c de l'article 31 et sont communiqués à la commission locale d'information et de surveillance lorsqu'elle existe.
Constats : Les campagnes de mesure sont réalisées par le même prestataire (laboratoire agréé) depuis a minima 2009. Dans chaque rapport semestriel, l'emplacement de chaque point de mesure est bien décrit de façon précise. Le rapport annuel transmis aux membres de la Commission de suivi de site (CSS) liste l'ensemble des paramètres de suivi pour chaque matrice (eaux superficielles, eaux souterraines, sols et végétaux), ainsi que les rejets atmosphériques. Les résultats des mesures sont présentés en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Transmission des résultats de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 31.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées [...] Les résultats des analyses demandées aux articles 9, 26, 28, 29 et 30, accompagnés des flux des polluants mesurés, sont communiqués à l'inspecteur des installations classées : [...] - selon une fréquence fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation et au moins une fois par an en ce qui concerne les mesures ponctuelles telles que définies aux articles 28, 29 et 30 [...] ; Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.
Constats : Les résultats sont transmis au service de contrôle dans le bilan annuel qui est ensuite présenté à la réunion annuelle de la CSS. Des réunions bimensuelles ont également lieu avec les élus des communes alentour. Un rapport leur est envoyé à une fréquence mensuelle comprenant les résultats des analyses.
Observations : Dans les annexes du rapport annuel, il serait plus lisible de présenter les résultats sous forme de graphiques permettant de voir l'évolution des valeurs au fil des années, et en faisant apparaître également les seuils réglementaires quand ils existent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet